



République française

Département d'Indre-et-Loire



ARRETÉ N° 2020/201

Objet :

Délégation de signature à Monsieur Sébastien LEFRANC, Directeur des Services Techniques de la commune de Luynes.

Le Président de Tours Métropole Val de Loire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-9, R.5211-2,

Vu la délibération du Conseil métropolitain du 17 juillet 2020 portant élection de Monsieur le Président,

CONSIDERANT que M. Sébastien LEFRANC, exerçant les fonctions de Directeur des Services Techniques au sein de la commune de Luynes a été mis à disposition de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2017 suite au transfert de compétences,

CONSIDERANT que le volume des affaires traitées nécessite, dans un souci de bonne administration des affaires métropolitaines, d'accorder une délégation de signature à des fonctionnaires d'autorité,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Sébastien LEFRANC, Responsable des Services Techniques de la commune de Luynes pour la signature, dans le cadre de l'exercice de la compétence relative aux espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain, leurs ouvrages accessoires ainsi que les voiries, des documents énumérés ci-après :

Marchés publics, la Métropole en tant que maître d'ouvrage :

- Pour la section d'investissement :
 - les certificats de paiement.
- Pour la section de fonctionnement :
 - les engagements de dépenses dont le montant unitaire n'excède pas 15.000 € HT.

- Pour les sections de fonctionnement et d'investissement :
 - les actes de validations du service fait.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Tours Métropole Val de Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté lequel sera applicable après affichage et transmission au trésorier principal, receveur de Tours Métropole Val de Loire et au représentant de l'État dans le département.

Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté qui sera publié dans le registre des actes administratifs réglementaires de la métropole.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Président de Tours Métropole Val de Loire ou d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans Cedex 1, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Tours, le - 9 NOV. 2020

Le Président,



Wilfried SCHWARTZ